

LIMOGES : DES UNIFORMES POUR ENFANTS A 1000 EUROS

La droite et les macronistes ont voté contre la gratuité de la cantine scolaire et des fournitures pour les écoliers. Comme chaque année, des polémiques médiatiques indignes s'attaquent à la prime de rentrée scolaire, accusée d'être « mal dépensée » par les familles pauvres. Par contre, quand il faut débloquer des millions d'euros pour des uniformes inutiles visant à mettre au pas les enfants, tous les moyens sont bons.

L'année dernière, le gouvernement annonçait l'expérimentation du port de l'uniforme dans les écoles, rebaptisé par nos experts en novlangue la « tenue unique ».

Cet uniforme pour enfants est testé dans 87 établissements dès cette année et doit être généralisé d'ici 2026. Il comprend un « kit » scolaire moches, avec des tenues sombres et un polo blanc. Ces tenues sont financées par l'État, les mairies et les régions, et devraient coûter autour de 2,4 milliards d'euros pour 12 millions d'élèves. **Pour le moment, ces uniformes sont expérimentés par des mairies volontaires, essentiellement des villes de droite et d'extrême droite.**

En cette rentrée, c'est la ville de Limoges qui s'illustre. Le maire de droite, Émile Roger Lombertie, a invité les médias dans une école de sa ville pour montrer fièrement l'expérimentation de cette tenue. « L'information avait été soigneusement gardée, comme si le maire de Limoges voulait réserver la surprise aux médias » écrit le quotidien Populaire du centre. A moins que ce ne soit pour éviter une contestation de la part des parents d'élèves, comme cela a été le cas dans la commune de Plouisy, en Bretagne, qui ont forcé le maire à annuler son expérimentation sur leurs enfants.

A Limoges, les élèves de l'école « Aigueperse » se voient donc attribuer « deux t-shirts blancs, d'un pantalon, d'un bermuda ou d'une jupe de couleur bleu marine, de deux polos à manches courtes de couleur grenat, d'un polo à manches longues et d'un sweat shirt zippé. » C'est surtout le cout de cette mesure qui choque : 200.000 euros pour environ 200 élèves, soit quasiment 1000€ par uniformes, dans une école de quartier prioritaire. Cette somme, allouée par une seule école, aurait pu être utilisée « pour sortir les 59 autres écoles de la pauvreté » dénonce l'opposition municipale. Face au scandale, la mairie se défend en expliquant qu'il s'agit de « pièces de très haute qualité » et que « l'expérimentation de la tenue unique était prise en charge à moitié par l'État ». Ce qui reste de l'argent public. **ON A CONNU LA DROITE PLUS SÉVÈRE SUR LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES.**

Et le pire, c'est que les journaux locaux ont diffusé des photos montrant les tenues mal coupées, visiblement trop grandes pour les enfants. **Il y a au moins des heureux dans cette affaire, le fournisseur, qui a visiblement surfacturé ses prestations.**

En mars 2024, la ville de Puteaux dans les Hauts-de-Seine, dirigée par la maire Les Républicains Joëlle Ceccaldi-Raynaud, équipait 900 élèves en uniformes scolaires, le tout pour 150.000 euros d'argent public, et pour seulement trois mois de scolarité avant les vacances. Cela représentait 166

euros par élève. Un montant moins délirant qu'à Limoges, mais clairement au dessus du marché.

À ce prix là, s'agissait-il d'un tissu formidable et respectueux du droit du travail comme promis ? Absolument pas. ***Les tenues ne venaient même pas d'Europe. Les parents d'élèves avaient montré les étiquettes : les vêtements ont été fabriqués au Bangladesh et au Pakistan. Des pays où les salariées du textile sont réduites en quasi-esclavage, et où les accidents sont nombreux dans les usines.***

Au même moment, à quelques kilomètres de là, des élèves du lycées Blaise Cendrars, à Sevran, en Seine-Saint-Denis, dénonçaient en publiant des vidéos sur les réseaux sociaux, le délabrement de leur établissement, en énumérant les difficultés : absence de chauffage dans les salles de classe, plafonds délabrés, manque de tables et de chaises, professeurs non remplacés...

Quant à Limoges, en novembre 2022, les parents d'élèves dénonçaient la température dans une école maternelle : entre 11 et 14 degrés dans les salles de classe. Des conditions indignes pour étudier.

A l'époque, le maire, celui qui achète des uniformes à 1000 balles, demandaient aux familles d'être patientes et d'attendre que les températures remontent. Chacun ses priorités après tout.

En plus de la décrépitude de nombreux établissements, l'Éducation Nationale est en crise profonde. Selon le ministère de l'Éducation nationale 3.185 postes d'enseignants du premier et second degré ne seront pas pourvus pour la rentrée 2024.

Depuis trois ans, l'Éducation Nationale fait face à une pénurie de professeurs. Selon le syndicat FSU, «sur 10 ans, plus de 10.000 postes ont été perdus». Et les démissions explosent, car les enseignants français du public sont parmi les plus mal payés de tous les pays de l'OCDE, en plus de subir des conditions indignes. Ce manque de prof s'ajoute à la pénurie d'AESH, les personnels chargés de l'accompagnement des élèves handicapés.

Enfin le nombre de postes de chefs d'établissement adjoint vacants est passé de 161 à la rentrée 2021 à 579 en 2023.

DÉPENSER DES MILLIONS POUR UNIFORMISER LES ÉLÈVES ALORS QUE L'ÉCOLE PUBLIQUE TOMBE EN RUINE EST UN SCANDALE DE PLUS TYPIQUE DU MACRONISME.

C'EST UN PROJET DE SOCIÉTÉ. LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE ONT TOUJOURS PRÉFÉRÉ L'ORDRE ET LA DISCIPLINE PLUTÔT QUE LA JUSTICE ET L'ÉGALITÉ.